Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 93 (1948)
Heft: 9

Artikel: Problème d'état-major
Autor: Denéréaz, Pierre-E.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-342390

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Problème d'état-major

Dans la politique des vents
comme parmi les tribus de
la terre, la lutte véritable
est entre l'Est et l'Ouest.
JOSEPH CONRAD.

La fin d'une guerre remet tout en question dans les domaines les plus divers de la vie des nations belligérantes. Les rapports économiques sont bouleversés, les finances en désordre, les relations sociales tendues et mouvementées. Tout un rythme de vie, d'activité est brusquement interrompu par la cessation des hostilités et il importe, dans un temps minimum, pour éviter des crises néfastes, de réadapter toute la machine des états à une existence nouvelle.

Ce *changement de vitesse* affecte l'armée aussi bien que les autres organismes des pays. Il n'y a pas que l'industrie qui doit faire sa « reconversion », mais l'armée, elle aussi, même au terme des plus éclatants succès, doit procéder sans délai à sa réadaptation aux conditions de paix.

Des idées fausses sur la conduite de la guerre et sur le combat peuvent avoir des conséquences funestes et pour l'armée et pour l'Etat : cela oblige à la prudence, aussi bien envers les idées nouvelles qu'envers une trop grande inertie en face des anciennes. Car, si l'armée est, par nature, réfractaire aux changements, il faut compter avec les égarements de l'opinion qui se pose trop souvent en grande réformatrice. Si l'on ne conçoit plus qu'une nation puisse renoncer en temps

de paix à sa force militaire, le débat porte sur la forme que doit revêtir cette force et sur les travaux qu'elle doit accomplir. Mais, on ne fait pas la guerre de la façon qu'on veut, mais comme l'imposera à ce moment, l'état de la technique. L'armée moderne n'est-elle pas essentiellement dépendante du matériel ? Le type d'organisation militaire doit être le symbole des temps nouveaux. Le réalisation d'une telle exigence n'est pas facile : l'organisation militaire a été, ces dernières années, si fortement poussée qu'il faudra de longs efforts pour l'user, car elle restera toujours un ensemble de moyens militaires, politiques et économiques, qu'il s'agira de mettre en jeu. Toute étude doit en tenir compte et accepter les compromis inhérents à leur interpénétration.

Certains experts ont beau jeu, depuis que fut lancée la première bombe atomique, de prétendre à la disparition définitive de toutes les conceptions militaires pratiquées jusqu'à présent, au profit d'un petit groupe de techniciens qui tiendrait en main le sort du monde, beaucoup mieux que les meilleures divisions de troupes d'élite. Il n'est que de lire les charmantes « Lettres sur la bombe atomique » de Denis de Rougemont. Nous avons derrière nous un demi-siècle de physique atomique. De grands penseurs, faisant aujourd'hui figure de prophètes, Anatole France, Lord Byron, Renan, Paul Valéry, ont lancé, pour l'époque, leur incompréhensible cri d'alarme. Demain, se posera le problème de la Science sans conscience, le problème de la complicité du savant à l'égard duquel M. Joliot-Curie déclare : « Nous ne voulons pas être les complices du mauvais usage que l'on fait de nos découvertes. »

La bombe atomique est-elle vraiment en train de réaliser jusqu'à l'absolu toutes ces extraordinaires prophéties ? A-t-elle si profondément transformé notre globe qu'elle touche déjà à tous les domaines de l'activité humaine ? Est-elle une arme décisive ? Est-elle l'arme décisive ?

Quant aux « militaires », leur avis n'est pas aussi formel, bien qu'ils sachent que ce que l'on fait dans les laboratoires laisse entrevoir un monde à la Jules Verne ou à la Wells.

« Nous n'avons aucune preuve que la bombe atomique élimine la possibilité de combat sur les champs de bataille terrestres », déclare le maréchal Montgomery, parlant dans une conférence de presse. « Cette bombe a fait son apparition dans les dernières phases de la guerre. Par conséquent les répercussions de son emploi sur la tactique militaire traditionelle ne sont pas encore connues. »

En effet, l'enquête minutieuse qui a suivi les expériences de Bikini a démontré que l'explosion d'une bombe atomique n'empêcherait pas les soldats des tranchées et les équipages des tanks de continuer le combat. L'enquête a démontré, en outre, que les chars d'assaut, l'artillerie lourde et en général le matériel lourd n'ont pratiquement subi aucun dommage et que seul, le matériel léger, projecteurs, appareils de radio et autres instruments moins protégés, a subi de graves détériorations. Quant aux vivres, ils n'ont, en général, pas été affectés par les rayons radioactifs. L'usage des bombes atomiques serait réservé à la destruction de positions stratégiques de première importance et à de grandes surfaces.

Aussi, les grands chefs de l'armée américaine, jusqu'ici seuls détenteurs de bombes atomiques, ont-ils conclu à la nécessité permanente de l'armée en dépit de toutes les découvertes. Mais cette armée devra bénéficier de toutes les recherches qui, compte tenu des bonds prodigieux de l'invention, devront lui donner le matériel nécessaire qui lui est indispensable.

S'il importe que la durée des études ne se prolonge pas indéfiniment, une période de méditation assez longue sera nécessaire. Tout croire et douter de tout, ce sont deux solutions qui, l'une et l'autre, dispensent de réfléchir. Réadaptation immédiate de l'armée aux conditions de paix ? Comment concilier cette exigence avec celle d'y voir plus clair, surtout

en ce qui concerne la production militaire actuellement dans l'impossibilité de concevoir en toute logique des prototypes dont on ne sait pas s'ils seront bientôt périmés ? Devons-nous admettre qu'il suffise qu'elle travaille dès maintenant avec le moins d'illogisme possible ? La bombe atomique perd de plus en plus son caractère d'épouvantail. Et l'on parle de sa mise hors la loi.

Il n'en reste pas moins que l'obsession de la puissance que détiendrait, en cas de nouveau conflit et d'entrée de jeu, celui qui posséderait seul le secret de la bombe atomique, domine tout le problème de la paix future et menace de troubler l'établissement de relations confiantes et durables entre les grands vainqueurs de la dernière guerre. Les rencontres entre les chefs de gouvernements, la multiplication des conférences, des comités, des commissions d'étude n'y ont rien pu, les difficultés demeurent apparemment insurmontables. Mais, sans attendre qu'une entente intervienne entre elles, chacune des grandes nations militaires alliées ou unies, sentant rôder la guerre autour des champs de bataille à peine évacués, se préoccupe du souci immédiat de sa propre sécurité et prévoit d'employer à cette fin *les moyens actuels aériens, navals et terrestres* qui se trouvent à sa disposition, connus et éprouvés. Les chances de la paix, même d'une paix précaire, semblent pour le moment mieux défendues par ces simples mesures de précaution que par les discussions sur la bombe atomique, semées d'obstacles et d'imprévisibles réactions.

La France vient de donner un premier exemple de ce souci de sauvegarde plus logique et calqué sur le temps de guerre, c'est-à-dire un commandement supérieur actionnant un ministère de l'armement et un ministère des armées. Car la guerre est une, et chacun y a sa part. Cette organisation de base, sur laquelle nous n'avons encore que des données peu précises est rationnellement conçue. Les enseignements de la guerre y sont transposés exactement et ils influenceront également la forme de l'armée française de demain. Les Français

ont compris que le sort de leur patrie ne se joue plus sur le « pré carré » et qu'une conception terrienne de l'issue d'un conflit est dépassée. Le général de Lattre de Tassigny n'a-t-il pas déclaré que l'armée française était orientée vers la formule aéroportée ? Les nouvelles recrues, quelle que soit leur arme future, suivent donc l'entraînement de l'infanterie de l'air, selon la méthode américaine du général Patton. Cependant, a ajouté le général, l'esprit de tradition sera entretenu avec soin dans l'armée. La France, sans abandonner ses principes de haute tradition, se tourne résolument vers ce qu'elle appelle la réalité stratégique de demain : l'armée aéroportée. Son système d'armement subira des réformes hardies : l'artillerie classique à projection, selon le général Dassault, sera en grande partie remplacée par l'artillerie à propulsion, une importante fraction de l'aviation de bombardement et de chasse sera transformée et remplacée par des agents auto-propulsés. Mais la nation française satisfera-t-elle aux exigences de son armée ? L'accord ne semble pas être encore complètement réalisé entre les milieux gouvernementaux et militaires. La principale difficulté porte sur la question des effectifs. Ce n'est pas, en effet, une petite affaire, que de diminuer les effectifs d'une armée, sans exposer celle-ci à une dangereuse désorganisation. Et cette opération prendra nécessairement un certain temps.

C'est en Russie que se trouve la plus grande source potentielle d'une guerre mondiale. Ainsi se prononce l'ex-ambassadeur des Etats-Unis en Grande-Bretagne, Joseph P. Kennedy. Et d'après l'écrivain Walther Lippmann, la réduction des forces russes, proposée par M. Molotov, ne diminuerait en rien le potentiel militaire soviétique Pour bien comprendre la proposition de ce ministre, il faut pouvoir apprécier la différence fondamentale qui sépare la puissance de l'Armée rouge de celle des Américains. La puissance des Russes réside dans leurs immenses réservoirs de fantassins. Certes, on a tendance à en comparer l'armement rudimentaire aux perfectionnements

modernes. Mais cet armement est d'une production aisée, et son maniement s'apprend sans peine. L'Armée rouge, en outre, peut gagner par ses propres moyens n'importe quel théâtre de guerre où elle devrait entrer en action. Ainsi, la réduction des forces de l'Armée rouge équivaudrait seulement à renvoyer des soldats dans leurs foyers. Mais cette armée pourrait être reconstituée en quelques semaines. Il en résulte que, pour les Russes, « désarmer » c'est seulement « démobiliser ».

Et d'ailleurs, le discours pré-électoral, et c'est une prise de position, du dictateur soviétique est clair. Staline a décidé de consacrer les quinze à vingt prochaines années à renforcer la puissance militaire soviétique. Et déjà, les Russes auraient constitué le plus grand cartel d'armes du monde ; différentes nouvelles semblent montrer que la construction du matériel aéronautique soviétique connaît un essor considérable. On s'occuperait surout de la construction, en grande série, d'appareils d'attaque plus simples, employant le système propulseur des « V 2 », certains types ne pouvant effectuer qu'une mission. Quant à l'artillerie, elle garde sa place privilégiée aux côtés de l'infanterie, *ce qui est très classique*. N'oublions pas que sur le front russe, la guerre est restée purement classique et dans le rythme qu'elle eût connu en 1918. Le cahier de Lénine sur Clausewitz reste un des fondements théoriques de la paix et de la guerre en U.R.S.S. ; aujourd'hui encore, la conception soviétique de l'emploi massif des blindés pour les actions de rupture reste bien dans la ligne tracée par leur immuable inspirateur.

L'officieux « Army and Navy Journal » écrivait qu'une armée d'au moins 3 000 000 d'hommes et une flotte comprenant 500 000 hommes d'équipage seront nécessaires aux U.S.A., en temps de paix, malgré l'invention de la bombe atomique. Brochant sur le tout, le général Doolittle préconisait pour la défense aérienne de son pays une force de combat de 5000 avions de combat ultra-modernes, servis par un personnel entraîné de 4 à 500 000 hommes. Où en sont ces projets ? Tout nous porte à croire qu'ils ont été retenus. Il ne faut pas

faire abusivement état des réductions de dépenses de l'armée de terre, qui affectent 56 grandes unités, du désarmement des quelque 60 000 avions se trouvant en service à la fin de la guerre et du licenciement de leurs équipages. Il est plus que probable que c'est une mutation qui s'accomplit actuellement, tendant à augmenter la force et les moyens de transport des divisions aéroportées américaines et d'accroître en qualité une aviation de couverture, offensive avant tout, mais réduite en nombre. Quant à la flotte, qui ne peut plus être l'unique gardienne des côtes des pays constituant l'hémisphère occidental, elle sera, grâce à ses gigantesques porte-avions, l'auxiliaire de l'aviation qui transforme ainsi partiellement le rôle de la puissance navale. Car, estime l'amiral Pratt, « il faut distinguer en premier lieu entre la sécurité nationale et hémisphérique d'une part, et la sécurité mondiale d'autre part, et se garder de confondre les méthodes à adopter pour assurer l'une et l'autre ». Sécurité mondiale, car la bataille gagnée par le peuple américain a placé sur ses épaules les responsabilités afférant à son rôle de premier plan dans les affaires mondiales ; l'armée de terre doit pouvoir parvenir partout où l'aviation stratégique accompagnée attaquera. Sécurité nationale et hémisphérique occidentale fondée et sur l'« intérêt stratégique » d'un front aéro-naval englobant toutes les îles du Pacifique central ; pour la question atlantique, l'Islande, le Groenland, les Açores et l'île de l'Ascension, et sur la collaboration des Républiques de l'Amérique du Sud et peut-être du Canada. Toute la politique des Etats-Unis est orientée vers la recherche, dans ces régions, de points d'appui ou aires de départ, permettant d'opposer à une invasion terrestre la souplesse de leurs armes modernes, basées sur de solides établissements maritimes. Ces bases offensives baliseront en outre le courant de leurs escadrilles ou de leurs projectiles à réaction précédant les convois aéroportés ou maritimes de leur propre armée d'invasion. Elles assureront surtout l'espace et le temps au Commandement.

Nous nous sommes demandé si une telle digression relative

aux plans stratégiques américains trouverait sa place dans le cadre de notre article ou si elle n'en était qu'une simple paraphrase. Nous sommes persuadés que les réalisations militaires des Etats-Unis doivent être suivies de près par tous ceux qui revisent la structure de notre défense nationale. Car, relève le major Eddy Bauer, il faudrait un bien singulier hasard pour nous placer dans le camp opposé à celui des Etats-Unis. Nous dirons plutôt dans celui des Anglo-Saxons, car il est impossible aux Etats-Unis de concevoir malgré leur légitime ambition maritime née de la récente guerre leur plan d'« intérêt stratégique » aéro-naval sans l'adhésion de la Grande-Bretagne. Que cela n'aille pas sans immixtion des premiers dans les affaires de la seconde présente une grande lacune. Mais seule la recherche d'un plan spécifique commun peut prévenir une guerre et la gagner et non l'élimination de la Grande-Bretagne de la surface des océans. Le prestige de la puissance anglo-saxonne est un des derniers bastions de la paix. Nous sommes loin de l'époque où, suivant les Anglais, il fallait à Londres un gouvernement qui sait son métier et en France une armée qui sait le sien, pour conjurer les crises européennes préludant aux conflits mondiaux.

C'est pourquoi le nouveau chef de l'état-major impérial, le maréchal Montgomery, veut rompre avec cette funeste tradition britannique, tradition qui, deux fois au cours d'une seule génération, a forcé la Grande-Bretagne à s'engager dans des guerres mondiales sans préparation suffisante.

La conférence des généraux qui s'est ouverte sous sa présidence s'est occupée des méthodes de guerre offensive. La seconde aura au programme les opérations maritimes et la troisième seulement passera en revue les méthodes de la guerre défensive. Cet ordre d'urgence est caractéristique si l'on sait que, pour éviter de disperser les troupes britanniques, l'Angleterre deviendra un vaste camp d'entraînement et nécessairement une base de départ. Que les opérations maritimes passent au second rang pourrait surprendre ; serait-ce

le résultat du choix politico-stratégique d'une ligne de défense de la route des Indes, entièrement nouvelle, retranchée derrière l'Equateur et d'un accès difficile, même pour les bombes atomiques. Cette ligne, qui traverse le cœur du continent africain, peut être prolongée jusqu'à Ceylan et Singapour pour rejoindre le système défensif australien et pacifique.

Pacifique ! La boucle se ferme si l'on y ajoute la cession aux Etats-Unis d'un certain nombre de bases militaires qui entreront dans le système défensif de la nation américaine ; le comité anglo-américain des chefs d'état-major travaille encore à Washington. Nouvelle digression ? Non, tout cela intéresse prodigieusement la Hollande, la Belgique et la France, notre voisine. Intérêt colonial ? Intérêt métropolitain ? Ils se confondent à nos frontières mêmes.

Voyons-nous les prémices d'un gigantesque alignement politico-militaire ? La déclaration du général Marshall, selon laquelle une grande armée internationale de la paix n'a pas de place dans une démocratie, a fait une profonde impression, non seulement dans les milieux du Congrès, mais dans le monde entier. La guerre moderne, du fait des progrès extraordinaires de la technique, ne peut plus avoir d'autre objet que la conquête et l'occupation de grands espaces. Seules, des puissances aux vastes territoires, riches en matières premières, favorables à la dispersion industrielle, seront à même de la mener jusqu'à sa conclusion. Deux Etats remplissent actuellement ces conditions : la Russie soviétique et les Etats-Unis d'Amérique. Il est des prises de position qui ne laissent aucun doute sur l'orientation idéologique et les préoccupations nationales de leurs auteurs.

Et, il faut bien l'avouer, les préoccupations majeures des grandes puissances ne sont pas d'ordre européen.

Capitaine E.M.G.
PIERRE-E. DENÉRÉAZ.